

UNITE D'ACTION SYNDICALE (UAS)

LES CENTRALES SYNDICALES DU BURKINA FASO :

Confédération Générale du Travail du Burkina (CGT-B)

Confédération Nationale des Travailleurs du Burkina (CNTB)

Confédération syndicale Burkinabé (CSB)

Force Ouvrière – Union Nationale des Syndicats Libres (FO- UNS)

Organisation Nationale des Syndicats Libres (ONSL)

Union Syndicale des Travailleurs du Burkina (USTB)

LES SYNDICATS AUTONOMES :

SAIB – SATB – SAMAE – SATEB – SBM – SNEAB – SNESS–SYNATEB– SYNATEL – SYNATIC

SYNTAS– SYNTRAPOST– SYNAPAGER–SYNATIPB –SYNATRAD–SYSEFMAB– UGMB

NON AU COUP D'ETAT DU RSP

Militantes et militants,

Travailleuses et travailleurs du Burkina Faso,

Depuis le jeudi 17 septembre 2015, notre pays vit coup d'Etat militaire qui rappelle les années 1980.

En effet, le mercredi 16 septembre 2015, le Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP) après avoir interrompu le Conseil des Ministres, a pris en otage le Président du Faso Michel KAFANDO, le Premier Ministre Isaac ZIDA et deux membres du gouvernement (Augustin LOADA et René BAGORO). La proclamation du coup d'Etat est intervenue le lendemain 17 septembre 2015. Par la voix du Lieutenant Colonel Mamadou Bamba, le RSP a annoncé 4 mesures dont la dissolution des organes de la transition, la fermeture des frontières terrestres et aériennes, l'instauration d'un couvre-feu et la mise en place d'un Conseil National pour la Démocratie (CND).

En rappel, le mouvement syndical burkinabè, qui a payé un lourd tribut pendant la décennie des Etats d'exception dans notre pays, nourri des enseignements du mouvement ouvrier international, a toujours rejeté et condamné les coups d'Etat.

Tous les états d'exception y compris ceux issus de coup d'Etats les moins violents ont conduit en définitive à la désolation et la misère pour les travailleurs et les populations. C'est pourquoi, les travailleurs à travers leurs organisations syndicales ont œuvré au retour à une vie constitutionnelle normale dans les années 1990.

Concernant spécifiquement le RSP, le mouvement syndical n'a eu de cesse, depuis le début de la transition, d'exiger sa dissolution pure et simple. Cette exigence, nous l'avons encore réitérée avec insistance mais vainement lors de la dernière rencontre Gouvernement/Syndicats. En attendant que les responsabilités soient situées là-dessus, les organisations syndicales considèrent que l'urgence est de faire face à cette forfaiture d'un régiment qui a causé tant de malheurs et de torts à notre peuple.

Travailleuses et travailleurs du Burkina Faso,

L'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2015 auquel le mouvement syndical a largement contribué constitue une grande avancée dans la quête d'une vraie indépendance et d'une démocratie véritable.

En opérant son coup d'Etat, le Régiment de sécurité présidentielle non seulement restaure le régime déchu de Blaise COMPAORE, mais aussi et surtout remet en cause les acquis de l'insurrection. Déjà, le bilan humain et matériel est

lourd : au moins une vingtaine de morts par balles, des blessés graves, des dégâts matériels considérables, sans oublier l'isolement politique et diplomatique du pays.

Au regard de ce qui précède, l'unité d'action syndicale qui a déjà lancé un mot d'ordre de grève générale condamne et rejette le coup d'Etat du RSP qui met plus que jamais en péril la démocratie dans notre pays et fait courir à notre pays le risque d'une guerre civile réactionnaire. C'est pourquoi, l'UAS dénonce :

- la prise en otage du Président du Faso, du Premier Ministre et des ministres et exige leur libération sans condition ;
- les tirs à balles réelles et les violences contre les populations ;
-
- les brutalités contre les hommes des media et les media ;
-
-

L'UAS remercie les organisations syndicales sœurs de la sous-région, d'Afrique, les organisations syndicales et politiques de France, de même que les nombreux amis et partenaires de nos organisations et du Burkina qui ont commencé à manifester leur solidarité envers le mouvement syndical et le peuple burkinabè.

Tout en félicitant les travailleurs pour le suivi de son mot d'ordre, l'UAS appelle ses militantes et sympathisantes, l'ensemble des travailleuses et travailleurs sur l'ensemble du territoire, à se mobiliser pour :

- faire échec à ce énième coup d'Etat dans notre pays ;
- exiger la libération de toutes les personnes arrêtées ;
- prendre une part active aux actions du peuple en lutte.

**NON AU COUP D'ETAT!
NON A LA GUERRE CIVILE REACTIONNAIRE !
NON A LA REMISE EN CAUSE DES LIBERTES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES !**

Ouagadougou, le 19 septembre 2015

Ont signé :

CGT-B

Bassolma BAZIE
*Secrétaire Général
Général*

CNTB

Augustin Blaise HIEN
Secrétaire Général

CSB

Olivier G. OUEDRAOGO
Secrétaire

FO/UNSL

El Hadj Inoussa NANA
Secrétaire Général

ONSL

Paul N. KABORE
Secrétaire Général

USTB

Y. Georges KOANDA
Secrétaire Général

SAIB

O. Pascal OUEDRAOGO
Secrétaire Général
Général

SATB

Séni KOANDA
Secrétaire Général

SAMAE

Rasmané CONGO
Secrétaire

SATEB

Arnold Mwandja BANGOU
Secrétaire Général
Général

SBM

Moriba TRAORE
Secrétaire Général

SNEAB

Séma BLEGNE
Secrétaire

SNESS

Samuel DEMBELE
Secrétaire Général
Secrétaire Général

SYNTRAPOST

Gilbert GOH
Secrétaire Général

SYNAPAGER

Apollinaire KABORE

SYNATEB

François de Salle YAMEOGO
Secrétaire Général
Général

SYNTAS

Juste LOGOBANA
Secrétaire Général

SYNATEL

Souleymane SO
Secrétaire

SYNATRAD

Mathias KADIOGO
Secrétaire Général
Général

SYNATIC

Siriki DRAME
Secrétaire Général

SYNATIPB

Jean-Baptiste OUEDRAOGO
Secrétaire

SYSEFAB

Mariam TIEMTORE
Secrétaire Général

UGMB

Gabriel SEBGO
Secrétaire Général